



Cap Nord : un espace urbain à dynamiser, un espace rural à revaloriser

La Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (Cap Nord), avec ses 18 communes, a des difficultés à retenir les moins de 30 ans sur son territoire à l'instar du reste de la Martinique. Le chômage, omniprésent, incite les jeunes à rejoindre la France hexagonale pour poursuivre des études ou trouver un emploi. Parallèlement, la zone est touchée par un vieillissement de sa population plus important qu'ailleurs. Le secteur public, principal employeur, prédomine sur une agriculture peu attractive. Les femmes, de plus en plus qualifiées, sont majoritaires parmi les salariés. Au sein de l'intercommunalité, des problématiques émergent : diminution de la taille des familles, part importante des bas revenus, transport en commun limité, habitat vieillissant. Le territoire Cap Nord, vallonné et rural, détient pourtant des atouts à exploiter, notamment en matière d'écologie et de développement durable.

Aurélie Mazarin

Plus de partants que d'entrants sur le territoire

En 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (Cap Nord) compte 103 121 habitants, dont 53 % de femmes. La population recule de 1 % par rapport à 2010 (figure 1) du fait d'un solde migratoire négatif, le solde naturel restant positif. Les arrivées de nouveaux habitants sur le territoire ne compensent pas suffisamment les départs. Entre 2014 et 2015, ce sont 2 900 personnes qui ont quitté la Cap Nord pour rejoindre un autre EPCI, un autre DOM ou la France hexagonale. Les partants sont essentiellement des jeunes : 57 % d'entre eux ont moins de 30 ans. Ce phénomène migratoire touche, dans les mêmes proportions, Cap Excellence en Guadeloupe et le reste de la Martinique (59 % des moins de 30 ans). L'insertion professionnelle motive principalement l'exode des jeunes. Ils partent afin de poursuivre des études ou trouver un emploi. Pourtant la Cap Nord possède des atouts. La partie Nord-Atlantique offre, par sa végétation

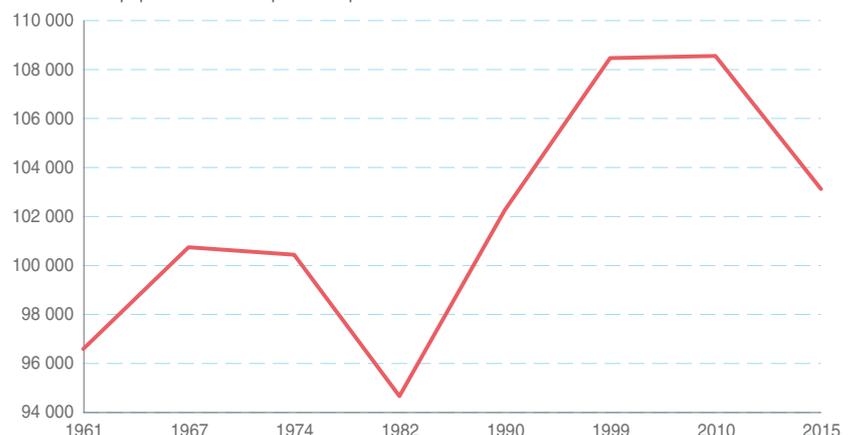
et son aspect rural, un atout certain à développer au niveau du tourisme. De plus la diversité de son écosystème est favorable au développement d'activités liées à l'écologie ou au développement durable.

Viellissement de la population amplifié par rapport au reste de la Martinique

En 2015, 51 % de la population de la Cap Nord a plus de 45 ans. La tranche d'âge 45-59 ans regroupe à elle seule près d'un

1 Cap Nord perd des habitants entre 2010 et 2015

Évolution de la population de la Cap Nord depuis 1961



Découpage géographique au 01/01/2016

Source : Insee, RP 1961 à 1999 dénombremments, RP 2010 et RP 2015 exploitations principales.

quart des individus. Le vieillissement de la population est amplifié par rapport au reste de la Martinique. L'indice de vieillissement (*définitions*), qui rapporte la population des 60 ans ou plus à celle des moins de 20 ans, est passé de 42 personnes de 60 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans en 1999 à 82 pour 100 en 2015. Sur la même période en Martinique, hors Cap Nord, il est passé de 37 pour 100 à 73 pour 100. Cette tendance démographique favorise une augmentation des dépenses de santé et de service. Les secteurs d'activités autour de la sécurité, des transports, des loisirs, de l'habitat, des services à la personne, laissent entrevoir de réelles opportunités d'emploi et de croissance. De plus, 70 % des personnes de 90 ans et plus sont des femmes, ces dernières ayant une espérance de vie plus grande que celle des hommes. C'est donc un critère à prendre en considération dans les axes de développement à venir.

Le secteur public soutient l'emploi et les salaires génèrent la richesse

L'emploi public est fortement représenté au sein de l'emploi salarié. Dans la Cap Nord, près de la moitié des emplois relève de l'emploi public, ce qui représente 11 855 emplois (*figure 2*). L'emploi est pérenne dans la Cap Nord : 79 % des actifs en emploi âgés de 15 ans et plus sont titulaires de la fonction publique ou bénéficiaires de contrats à durée indéterminée. Les secteurs d'activité se différencient sur le territoire. Ainsi, au Centre-Atlantique, le secteur tertiaire non marchand prédomine et au Nord-Atlantique l'emploi est davantage dédié à l'espace rural. Au sein de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique les salariés sont majoritairement des femmes. Les salaires engendrés par l'emploi public participent à la richesse du territoire.

Un secteur agricole en déclin

La Cap Nord d'après guerre, à vocation agricole, est désormais tournée vers le tertiaire. Un tiers des actifs sont des employés. Les agriculteurs exploitants sont peu nombreux (1 135 personnes en 2015), en partie à cause de départs à la retraite ou de reconversions. Le secteur agricole est, par ailleurs, peu attractif auprès des jeunes. Les rémunérations sont perçues comme insuffisantes, compte tenu des contraintes qui y sont liées. Le déclin de l'agriculture pourrait déboucher sur des tensions, voire des ruptures en termes d'emploi.

Des femmes de plus en plus qualifiées

Les nouvelles générations ont un niveau de formation plus élevé que celui de leurs aînés. En 2015, 38 % des 18-24 ans non scolarisés possèdent un diplôme de

niveau baccalauréat contre 17 % en 1999. Parmi les non scolarisés de 25-34 ans, 17,5 % possèdent un diplôme d'études supérieures en 2015 contre 10 % en 1999. Détenir un diplôme demeure un atout dans l'accès à l'emploi sans être un garant. La part des diplômés progresse mais demeure inférieure à celle des deux autres intercommunalités, la CACEM et l'Espace Sud, réunies (*figure 3*). Les femmes sont plus qualifiées que les hommes. Parmi la population active de 15 ans ou plus, elles sont 24,5 % à être diplômées du supérieur en 2015 contre 16,4 % d'hommes, ce qui s'explique, en partie, par des migrations économiques plus importantes des hommes les plus qualifiés. Parmi les actifs de moins de 35 ans, ce chiffre s'élève à 30 % des femmes contre 18 % des hommes. La part des femmes hautement qualifiées de la Martinique hors Cap Nord et de Cap Excellence dépasse également celle des hommes.

La voiture est le principal moyen de déplacement

Bien que le marché du travail de la Cap Nord soit tendu, la plupart des individus en emploi résident à proximité de leur lieu de travail. Au total six actifs sur dix travaillent dans l'EPCI. Parmi ces actifs, deux tiers occupent un emploi dans la commune où ils habitent. Les déplacements s'effectuent principalement en véhicule privé. Ainsi 66 % des travailleurs utilisent une voiture pour aller travailler au sein de la même commune que leur lieu de résidence. Quand le lieu de travail se situe dans une autre commune, ce taux passe à 88 %.

Toutefois, à cause de contraintes budgétaires, 30 % des ménages (*définitions*) n'ont pas de voiture. Les femmes utilisent davantage les transports en commun pour se rendre au travail (10 %) que les hommes (6 %). La faiblesse de l'offre de transports collectifs dans

2 L'emploi public représente 47,5 % de l'ensemble des emplois

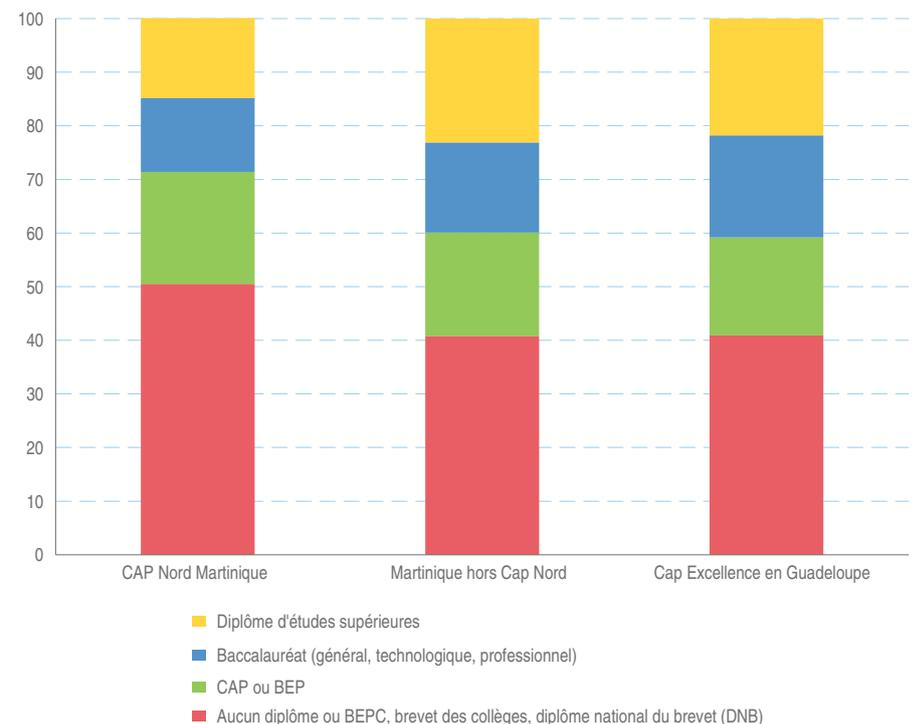
Les emplois selon le secteur d'activité dans la Cap Nord en 2015

	Nombre d'emplois	Répartition en %	dont femmes en %
Agriculture	2 971	11,9	22,8
Industrie	1 787	7,2	25,2
Construction	1 464	5,9	9,9
Commerce, transports, services divers	6 858	27,5	50,9
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	11 855	47,5	68,9
Ensemble	24 935	100	51,9

Source : Insee, RP 2010 et RP 2015 (exploitations complémentaires au lieu de travail).

3 La part des diplômés du supérieur est moindre dans la Cap Nord par rapport aux territoires de comparaison

Répartition des 15 ans et plus non scolarisés selon leur niveau de diplôme le plus élevé en 2015 (en %)



Source : Insee, Recensement de la population 2015 (exploitations principales).

la zone pénalise les habitants qui n'ont pas d'autres moyens de locomotion. Cela devient même un handicap dans la recherche d'emploi. Pourtant, les distances parcourues sont courtes : 90 % des actifs occupés parcourent entre 10 et 20 km aller-retour entre le travail et le domicile. Ce paradoxe devrait conduire à une réflexion plus large sur le développement d'un mode de transport alternatif à la voiture privée face aux enjeux du développement durable.

Le secteur marchand attire les créateurs d'entreprises

Le tissu de l'emploi est déséquilibré au sein de la Cap Nord du fait du poids important de la fonction publique hospitalière, territoriale et des lycées. Le dynamisme des créations d'entreprises ne modifie pas cette structure de l'emploi marquée par la prépondérance de l'emploi public. Les établissements marchands fonctionnent avec peu ou pas de salariés (81 % sont sans salarié). Il s'agit majoritairement d'établissements consacrés aux commerces, aux transports et aux services divers, qui représentent 62 % des établissements marchands. Les créateurs d'entreprises sont d'ailleurs dirigés en priorité vers ces activités. En particulier, les établissements dédiés à la fabrication de matériels de transport figurent en tête des créations (figure 4). Les créateurs d'entreprises sont aussi orientés vers les activités spécialisées, scientifiques et techniques, ainsi que les activités de services administratifs et de soutien. Malgré un climat économique peu favorable, deux tiers des entreprises du secteur marchand non agricole ont survécu après cinq années d'existence.

L'économie présente s'élargit au détriment de l'économie productive

L'économie productive regroupe les établissements dont l'activité économique est de nature marchande et ouverte aux marchés extérieurs. Les établissements dédiés à l'industrie, aux services aux entreprises, au transport de marchandises ou encore le commerce de gros font partie de l'économie productive. Dans la Cap Nord, seul un quart des emplois est issu de cette sphère. En opposition, l'économie présente correspond aux services à la population présente sur le territoire. Le secteur de la construction, le transport, le commerce et les services aux particuliers entrent dans le champ de la sphère présente. Dans la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique, l'économie présente comptabilise 18 579 emplois, soit les trois quarts de l'emploi total. L'économie présente s'élargit au détriment de l'économie productive. Cependant, l'économie présente est entièrement dépendante de l'évolution démographique. La perte de population de la Cap Nord est

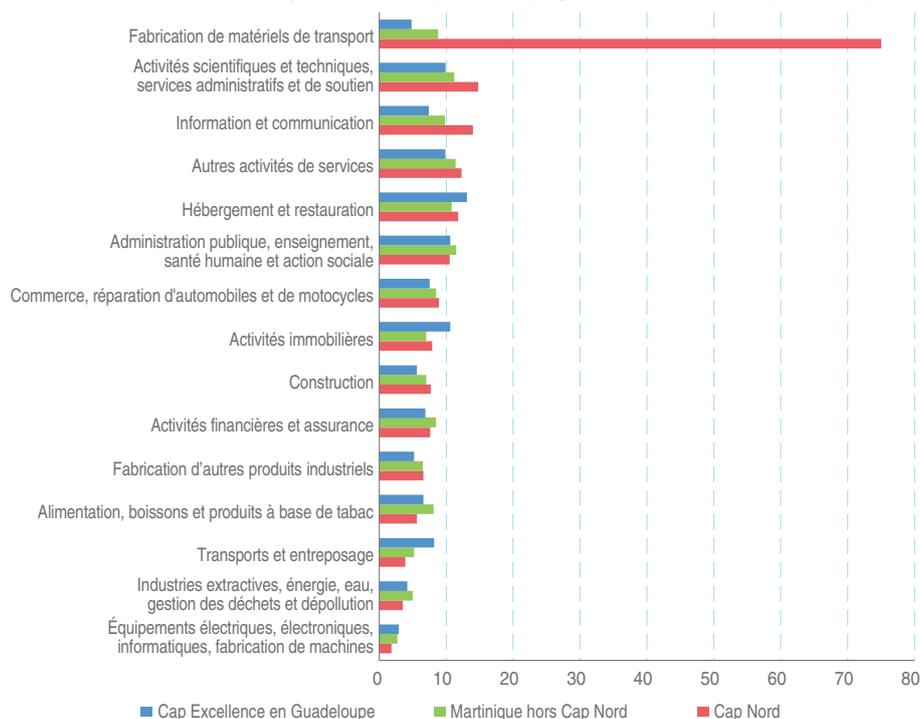
potentiellement porteuse d'affaiblissement pour cette partie de l'économie, si la tendance ne s'inversait pas. Néanmoins, des domaines peu représentés regorgent de potentialités en termes de développement. C'est le cas de l'économie sociale et solidaire (définitions) qui regroupe 239 établissements (soit 2 115 emplois) issus principalement du milieu associatif, qui pourrait bénéficier des besoins liés au vieillissement de la population.

La taille des familles se réduit

La taille des familles (définitions) s'est réduite en Martinique depuis l'après-guerre. La Cap Nord n'échappe pas à ce constat. Sa population a diminué entre 2010 et 2015, alors que le nombre de ménages augmente. En effet, les familles nombreuses sont de moins en moins présentes et le nombre de personnes vivant seules augmente.

4 Les établissements dédiés à la fabrication de matériels de transport sont en tête des créations

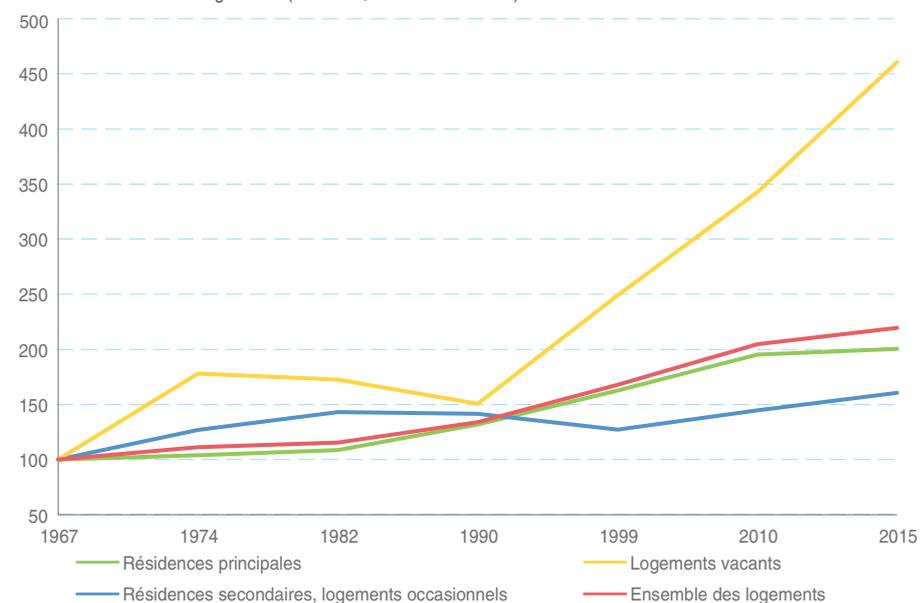
Taux de créations d'établissements par secteur d'activité en NA17 (moyenne des trois dernières années, en %)



Lecture : dans la Cap Nord, sur les 9,4 % de création d'entreprises, 75 % relèvent du secteur de la fabrication de matériels de transport. Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Établissements (REE) données définitives au 1^{er} janvier 2017 (champ marchand non agricole).

5 La part de logements vacants s'accroît

Évolution du nombre de logements (en indice, base 100 en 1967)



Source : Insee, Recensements de la population (base de données communales BDCOM 2017).

En moyenne, un foyer est constitué de 2,3 personnes. C'est du même ordre pour l'Espace Sud et la Cacem réunis (2,2). Le nombre de familles sans enfant de moins de 25 ans tend à augmenter entre 2010 et 2015 du fait aussi de la décohabitation qui s'accélère, c'est-à-dire du départ des enfants majeurs du domicile parental. La Cap Nord recense un peu moins de familles monoparentales (40 %) que la Martinique hors Cap Nord (42 %) et que Cap Excellence (49 %). En 2010, 35 % des personnes de référence des ménages sont des retraitées contre 36 % en 2015. C'est beaucoup plus qu'en Martinique hors Cap Nord (30 %) et qu'en Cap Excellence en Guadeloupe (26 %). Cette présence importante de personnes âgées au sein de la population entraîne un accroissement des besoins de services à la personne. Pour autant, les faibles ressources et la solidarité intergéné-

rationnelle et familiale forte en Martinique et en Guadeloupe permettent le maintien à leur domicile de la plupart des personnes de plus de 65 ans.

Une pauvreté plus importante

Dans la Cap Nord, 35,9 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté monétaire nationale (12 180 € par an), contre 30,9 % en Martinique. Plusieurs facteurs expliquent en partie la pauvreté d'une grande part de la population de la Cap Nord. L'importance des retraités ouvriers et employés qui perçoivent des pensions de retraite peu élevées est un premier élément. Le chômage élevé des jeunes et la multiplication des temps partiels y contribuent également. Près d'un enfant sur trois vit dans une famille dont aucun des deux parents n'est en emploi, retraité ou étu-

diant. Ces situations de précarité accentuent le poids des minimas sociaux dans les revenus.

Près de 40 % des jeunes de 18-24 ans ne sont ni en emploi ni en formation. Dans le même temps, le recours à l'apprentissage dans le cursus de formation demeure marginal, alors qu'il pourrait favoriser l'insertion professionnelle.

Les logements sont en général occupés par des propriétaires au sein d'un parc immobilier vieillissant. En effet, 44 % des maisons ont été achevées entre 1946 et 1990 et seules 6,5 % sont des constructions récentes (entre 2006 et 2012). En 2015, sur les 55 620 logements comptabilisés, 15,2 % sont vacants (*figure 5*), souvent en raison de la vétusté de l'habitation ou de situations d'indivisions liées à des successions, ce qui constitue également un frein au développement économique. ■

Définitions

L'indice de vieillissement est le rapport de la population des 60 ans ou plus à celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 60 ans ou plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire. Plus l'indice est faible, plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé, plus il est favorable aux personnes âgées.

Sphère présente : les activités présentes sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Par différence, les activités productives sont les activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Ménage : un ménage, au sens du recensement de la population, désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être constitué d'une seule personne. Il y a égalité entre le nombre de ménages et le nombre de résidences principales.

Famille : une famille, au sens du recensement de la population, est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée : soit d'un couple vivant au sein du ménage sans enfant, soit d'un couple vivant au sein du ménage avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage, soit d'un adulte isolé avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Économie sociale et solidaire : désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

Sources

L'Insee Antilles-Guyane, dans le cadre d'un partenariat avec la Cap Nord réalise un diagnostic territorial de l'EPCI. Il vise à mettre en évidence ses caractéristiques sous les angles économiques et sociodémographiques.

Les principales sources mobilisées sont :

- Recensements de la population 1999, 2010 et 2015 ;
- Base de données communales (BDCOM) 2015 ;
- Fichier localisé social et fiscal (FiLo-SoFi) 2015 ;
- Répertoire des Entreprises et des Établissements (REE) 2013-2015.

Service territorial de Martinique
Centre technopole de Kerlys -
bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe
CS 10641
97262 Fort-de-France

Directeur de la publication :
Yves Calderini

Rédactrice en chef :
Béatrice Céleste

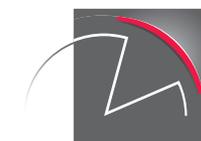
Rédactrice en chef adjointe :
Maud Tantin-Machecler

Mise en page :
DESK (53) www.desk53.com.fr

ISSN : 2417-0771
© Insee 2018

Pour en savoir plus

- « Cap Excellence : Poumon économique de la Guadeloupe », *Insee Dossier Guadeloupe* n° 7, juillet 2016.



Insee
Mesurer pour comprendre